

# Établissements d'enseignement : l'anarchie s'aggrave

Aveuglés par leur fatale addiction aux médias et journalistes gauche-caviar complices, nos gouvernants ne perçoivent plus le réel criminel. Or comment comprendre, maîtriser, amender quoi que ce soit, sans diagnostic pertinent ? Parlons donc de l'anarchie criminelle visant les lieux d'enseignement. Depuis septembre dernier, voilà ce qu'on y constate :

- Alès, Gard : un lycéen est lynché par des "jeunes" : multiples fractures, dont la mâchoire. Un vol de téléphone qui a mal tourné.
- Saint-Denis (93) Lycée Suger. Un surveillant lynché ; puis assaut d'une meute de voyous "armés de battes de base-ball". Le proviseur évacue le lycée autour duquel les élèves sont coursés par les racailles. Dans la cour de l'établissement, les voyous menacent de mort un assistant d'éducation.
- Romans-sur-Isère : une meute de 50 voyous incendie de fond en comble l'école maternelle (inoccupée) puis caillassent pompiers et policiers.
- Calais : en plein cours, un lycéen fracture la mâchoire de son professeur.
- Lyon, collège Longchambon : trois enseignants au moins frappés par des voyous : jets de chaises au visage, tentatives d'étranglement...
- Lycée Jean-Moulin de Roubaix : une conseillère d'éducation giflée ; depuis la rentrée, on y constate "une recrudescence des actes de violence".
- Lycée Victor-Hugo de Colomiers, une prof' de sport est giflée par un élève de terminale.
- Bordeaux-Bastide : un lycéen est roué de coups à l'entrée du lycée Trégey.
- Ecole Paul-Langevin à Argenteuil : un prof' de gymnastique est lynché par deux caïds qui fuient en criant "Il n'y a qu'un seul maître, c'est Allah".

- Tremblay-en-France (93) : une meute de cinquante voyous tente de prendre d'assaut le lycée Hélène Boucher et y jette quatre cocktails-Molotov. 3e émeute en peu de temps, la proviseur est blessée au visage.

- Lycée professionnel de l'ENNA, Saint-Denis (93) Un voyou lynche le proviseur et son adjointe (fractures multiples, bras et mâchoire).

Aux abords des zones de non-droit, une remontrance et c'est l'hôpital : trois chefs d'établissement sérieusement blessés en six semaines. Tels sont les faits - parmi tant d'autres, tus par des hiérarchies terrifiées.

Pendant ce temps, les élus *tweetent* : inadmissible, insupportable, intolérable... (air connu). Le gouvernement "affiche une réponse ferme"... La ministre de l'éducation trouve que "ça fait beaucoup". Ses perspicaces subordonnés "reconnaissent que des questions se posent" et dégainent des cellules psychologiques ayant l'effet d'un cataplasme sur une jambe de bois.

Les rectorats "s'interrogent"... "invitent à distinguer"... "ne-minimisent-pas-mais"... Un recteur déplore un "contexte dont les causes lui apparaissent mal..." La hiérarchie policière "tempère", les syndicats "condamnent" ; des parents d'élèves s'interrogent : les "jeunes" sont-ils assez "pris en considération".

Ce verbiage trahit bien sûr l'impuissance. Car nos dirigeants le savent : le tragique échec de la "Politique de la ville" ravage désormais les écoles, lycées et collèges voisins des zones hors-contrôle.

Or dans ces quartiers, les "sauvageons" du ministre de l'Intérieur, les "victimes de l'exclusion et du racisme" de Mme Taubira, rigolent. Du Neuf-trois au Val d'Oise, racailles et "grands frères" savent que, pour parler leur langage, le chien qui les menace n'a pas de dents. Qu'il aboie mais ne peut mordre.

Pourtant, la solution est simple. Ecouter la base policière. Lui donner les lois, moyens et autorisations qu'elle exige. La laisser agir et la peur changera de camp. Alors, les élèves et leurs maîtres n'iront plus apprendre ou enseigner avec la frousse au ventre. Si le ministre et son entourage sont incapable d'admettre et de permettre cela, qu'ils partent. ■